



HAL
open science

Faire face aux transformations des terrains : retours sur des expériences contrastées

Hélène Combes, Laura Ruiz de Elvira, Josaphat Musamba, Gilles Dorronsoro

► To cite this version:

Hélène Combes, Laura Ruiz de Elvira, Josaphat Musamba, Gilles Dorronsoro. Faire face aux transformations des terrains : retours sur des expériences contrastées. *Critique Internationale*, 2023, 3 (100), pp.177-192. 10.3917/crii.100.0177 . hal-04212041

HAL Id: hal-04212041

<https://sciencespo.hal.science/hal-04212041>

Submitted on 10 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Faire face aux transformations de terrain : retours sur des expériences constatées.

Guerres (civiles), pandémie mais aussi type de financements, nouvelles réglementations des universités et des organismes de recherche, autant de facteurs qui pèsent sur l'accès au terrain dans une partie du monde et conditionnent une partie de la production scientifique¹. Ce dialogue entre des chercheur·es de différentes générations, statuts, genres, institutions, nationalités et pays de rattachement revient sur des expériences contrastées – voire opposées- en montrant que, pour elles et eux, il n'y a pas de lien univoque entre contextes politiques et activités de recherche. Il pose également la question presque taboue de la division (internationale) du travail scientifique.

Transformation de soi : de statut professionnel ou lié à sa vie personnelle comme devenir parent

Hélène Combes – Pouvez revenir sur la façon dont les transformations de vos terrains affectent votre pratique de la recherche ? Qu'elles aient été soudaines ou qu'elles se soient opérées sur le temps long, comment ont-elles modifié l'image de votre rôle de chercheur·e, par exemple dans votre rapport à d'autres champs : expertise, politique, médiatique ?

Laura Ruiz de Elvira – Dans le cadre de ma thèse, je me suis intéressée à la redéfinition du rôle de l'État syrien et **aux** ingénieries politiques du régime baasiste à travers l'étude des associations de bienfaisance. **Pour cela, j'ai vécu en Syrie de quand à quand ?². À l'époque déjà, c'était un terrain un peu compliqué parce que la méfiance et la peur étaient présentes partout ? : méfiance du régime à l'égard des chercheur·es étranger·ères ?** et peur des **Syrien·nes de parler avec ces chercheur·es. C'était donc un terrain** surtout inscrit dans la durée, marqué par une négociation très lente **pour accéder** aux enquêté·es et **aux**

¹ Ce texte reprend les grandes lignes de débat qui ont émergé lors de la conversation méthodologique intitulée « (Non-)accès au terrain », organisée par Hélène Combes et Jacobo Grajales pour le 16^e Congrès national de l'AFSP (Lille, 5-7 juillet 2022). La transcription des discussions a été réalisée par Hélène Roux. Pour une synthèse tirée de cette conversation, voir Hélène Combes, « Les enjeux de l'accès au terrain », *MagAFSP*, 3, décembre 2022, p. 32-33.

² Laura Ruiz de Elvira, *Vers la fin du contrat social en Syrie. Associations de bienfaisance et redéploiement de l'État (2000-2011)*, Paris, Karthala, IISMM, 2019.

associations, en tissant des liens de confiance et en multipliant les postes d'observation. Au moment de la rédaction de **ma** thèse, il y a eu le processus révolutionnaire syrien et ensuite la guerre. Cela m'a beaucoup perturbée et, pendant plusieurs mois, je n'ai fait que suivre les actualités de façon vraiment frénétique. Évidemment, j'ai mis en pause la rédaction de ma thèse car j'avais **le sentiment** que **les événements** remettaient complètement en cause ce que j'étais en train d'analyser. Donc, j'ai mis un peu de temps à **me remettre sur pied** **c'est-à-dire ?** **et à remettre le pied à l'étrier mais ?** je n'ai pas pu faire le dernier terrain que j'avais prévu de faire.

Durant cette période, j'ai été très sollicitée par les médias espagnols – je suis espagnole –, **un peu moins par les médias** français et allemands, pour faire des analyses sur l'actualité, sur des sujets sur lesquels je ne travaillais pas : le rôle des acteurs étrangers, la militarisation, les djihadistes... La question qui **s'est alors posée était** : « **Qui va parler si, nous, chercheur-es sur la Syrie, refusons ces sollicitations ?** ». Il y avait aussi **une autre question** : « Qui parle ? » Quelle **En vertu de quelle ?** légitimité ? Ces interventions dans les médias étaient très prenantes en termes de temps, parce qu'elles exigeaient de suivre le conflit au **quotidien**. **De plus**, c'était un **modèle** de prise de parole auquel je n'étais **ni formée ni** habituée en tant que doctorante. C'était un exercice que je n'appréciais pas particulièrement et qui exposait **beaucoup** les chercheur-es sur la Syrie. Il y a eu énormément de controverses, **de** jugements des collègues qui ont pris position, parce qu'il y **avait** aussi la question de savoir où s'arrête le **travail de** chercheur et où commence le travail **de** journaliste³, jusqu'où on peut **parler... Beaucoup** de critiques **donc, et** de querelles même, au **sein des** *Syrian studies*, en fonction des différentes prises de position, un **véritable** déchirement **en somme**⁴. **À cette époque, il y avait aussi** des cabinets de consulting qui commençaient à mener des enquêtes à distance. **J'en ai** fait pendant un mois (...) et **cet exercice m'a** mise très mal à l'aise. Je devais **conduire** des entretiens **par Skype** avec des militant-es de Damas qui étaient en danger et, en fait, on nous poussait à extraire des informations de manière frénétique **mais nous ne savions pas vraiment dans quel but**. Il y avait beaucoup d'opacité **non seulement vis-à-vis de nous**, les chercheur-es, mais aussi vis-à-vis des enquêté-es qui nous demandaient : « Mais, *in fine*, qu'est-ce que vous voulez faire avec ces informations ? ». (...) **Parallèlement**, j'ai eu des sollicitations de la part du MAE, par exemple pour éclairer certains aspects, et là

³ Thierry Boissière, « L'anthropologie face au conflit syrien : replacer la société au cœur de l'analyse », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 138, 2015, p. 117-130.

⁴ Laurent de Saint Perier, « Syrie : les experts divisés sur l'évolution du conflit », *Jeune Afrique*, 5 février 2013 (<https://www.jeuneafrique.com/138475/politique/syrie-les-experts-divis-s-sur-l-volution-du-conflit/>).

encore, on se posait des questions : « Est-ce que notre parole de chercheur·e est vraiment **écoutée ou est-ce qu'elle sert à cautionner des décisions qui sont déjà prises ? N'est-elle pas** manipulée pour légitimer des politiques avec lesquelles nous ne sommes pas forcément d'accord ».

J'ai soutenu ma thèse en 2013 et la question de me rendre en Syrie s'est reposée **après la soutenance ?**, alors que le terrain devenait de plus en plus dangereux, avec des **enlèvements**, des assassinats et des emprisonnements de journalistes et d'humanitaires. Je me suis demandé si je devais y aller. **À cette époque**, Gilles Dorronsoro et quelques autres collègues, tous des hommes, s'aventuraient à l'intérieur de la Syrie « rebelle » et faisaient des enquêtes⁵, **mais il y avait aussi** d'autres collègues qui, eux, sont **rentrés entrés dans le pays ? par Damas, donc avec le régime ???**. Là encore, il y a eu d'énormes déchirements. C'étaient des terrains qui étaient très localisés géographiquement et on ne **pouvait pas** à avoir accès à des acteurs ou actrices varié·es, **parce** qu'il était dangereux de se déplacer. J'ai alors décidé de ne pas prendre le risque de me rendre en Syrie et j'ai contourné un peu ce nonaccès au terrain en réorientant mon travail sur les acteurs politiques syriens en exil et sur les structures humanitaires syriennes qui travaillaient à partir de régions limitrophes⁶, au Liban et en Turquie, régions qui étaient aussi des zones rouges et **orange – selon des classements faits par qui d'ailleurs ?** –, des zones où il fallait éviter de se rendre seule ou de passer la nuit et qui, encore aujourd'hui, sont souvent impraticables pour **de** jeunes chercheur·es. Quand tu es statutaire, tu arrives à contourner un peu les contraintes, mais un masterant, par exemple, ne peut pas mettre les pieds dans **ces zones**. Cela pose la question de savoir qui peut **y** avoir **accès, qui peut y travailler**. Les terrains par défaut, depuis les pays limitrophes, ont attiré de nombreux chercheur·es et expert·es qui ont commencé à travailler sur l'humanitaire, sur la révolution, sur la guerre, sur l'État islamique... **À cela, il y a eu deux conséquences en particulier : d'une part, les enquêté·es auquel·les nous avons accès étaient fatigué·es de répondre parce qu'en fait ils étaient trop sollicité·es**. On a du mal à avoir une parole qui ne soit pas balisée, pas trop travaillée ; **d'autre part, nous avons des difficultés à trouver un**

⁵ Adam Baczkó, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, Paris, CNRS Éditions, 2016 ; Romain Huët, « Quand les “malheureux” deviennent des “enragés” : ethnographie de moudjahidines syriens (2012-2014) », *Cultures & Conflits*, 97, 2015, p. 31-75.

⁶ L. Ruiz de Elvira, « De l'engagement armé à l'engagement humanitaire : trajectoires militantes, émotions et sentiments moraux dans la Syrie post-2011 », *Critique internationale*, 91 (2), 2021, p. 23-44 ; L. Ruiz de Elvira, « From Local Revolutionary Action to Exiled Humanitarian Work: Activism in Local Social Networks and Communities' Formation in the Syrian Post-2011 Context », *Social Movement Studies*, 18 (1), 2019, p. 36-55.

questionnement ou un créneau original, **parce qu'on était** trop nombreux à travailler sur **ça le même sujet ?**

Émotionnellement **aussi**, c'est compliqué de travailler sur des populations qui sont vraiment épuisées et, dans la durée, prises au piège dans des lieux **et des** situations où il n'y a vraiment pas d'avenir **pour elles**. Cet épuisement et cette fatigue émotionnelle entraînent des relations très compliquées où **l'on se retrouve soi-même** dans des situations **pas faciles**. Surtout, cela oblige à se **demander** : « À quoi sert mon travail, en fait ? À quoi sert la collecte de toutes ces données ? Évidemment, cela ne va pas avoir **d'effet** direct sur les enquêté-es mais, de manière plus générale, à quoi ça sert ? »

Un autre point est à souligner : à cette époque, quand j'étais postdoctorante, la question de l'accès à ces terrains rendait très difficiles les candidatures. Proposer un sujet sur la Syrie semblait peu crédible **aux jurys**, peu faisable, on n'arrivait pas à être pris au sérieux. J'ai même assisté à des rencontres scientifiques où des collègues qui travaillaient sur le monde arabe depuis très longtemps, disaient : « Non mais il n'est plus possible de produire des sciences sociales sur la Syrie aujourd'hui » ! Donc, je me retrouvais dans cette posture où je **devais** me justifier en permanence sur **la façon dont j'allais** continuer à travailler et à produire des analyses pertinentes.

Dernier aspect : **avec le** processus révolutionnaire **et la** guerre, le non-accès au terrain syrien a impliqué de repenser l'ensemble du cadrage théorique et conceptuel que j'utilisais **habituellement**, parce qu'avant 2011 on travaillait sur un régime autoritaire très fermé qui donnait forme à toutes les dynamiques sociales, **mais** après 2011 **on s'est retrouvé face à** une société en guerre, fragmentée, en exil. **Je suis ainsi allée à des** congrès où j'étais dans des panels avec des gens qui travaillaient sur les *no fly zones* [**zones d'exclusion aérienne**], des choses que je n'aurais jamais imaginées **auparavant**. Finalement, j'ai été confrontée à deux choix : soit continuer à travailler sur la Syrie mais **en réorientant** complètement mes thématiques de recherche, soit continuer à travailler sur les questions qui m'intéressaient **mais à condition de** ne plus travailler sur la Syrie.

Josaphat Musamba – **Dans mon cas, j'ai essayé de travailler sur les groupes armés qui agissent depuis plus de deux décennies dans un contexte de guerres civiles à l'est du Congo, au sud Kivu.** Les questions que je me posais **alors**, et que je continue de me poser, **tournaient surtout** autour de **la façon dont** cette configuration affectait mes pratiques d'accès au terrain : « Comment **est-ce que** j'évalue la sécurité de la zone où je veux me rendre ? Comment et dans quelle mesure **est-ce que** je travaille moi-même et avec des

collaborateurs·rices, des chercheur·es du Nord, des doctorant·es, des universitaires d'Europe ou d'Amérique ou des ONG dans ce contexte ? » J'ai aussi travaillé comme expert-assistant pour les Nations unies en 2016-2017. On a perdu deux de nos collègues, ils ont été tués autour de la localité de Bukonde⁷. Les Nations unies nous ont immédiatement contraints à changer la manière d'accéder au terrain, **et** nous ont adjoint des casques bleus. **Or, quand on étudie** des groupes armés, il n'est pas si facile d'arriver avec un convoi de casques bleus... Il n'y a plus de confiance. Ils ne vont pas nous dire ce qu'ils auraient pu nous dire si nous étions seuls. (...). Cela m'a amené à adopter d'autres pratiques : certaines populations pensent que, comme vous avez accès à d'autres espaces au niveau provincial, vous pouvez devenir une sorte de *broker* [intermédiaire]⁸ et vous faire le porte-parole de leurs revendications, de leurs problèmes.

En raison de toutes les parties en présence, c'est complexe... Pour les militaires, les groupes armés sont des forces négatives. Sur le terrain, on peut me taxer d'espion. **J'ai donc dû** développer une stratégie qui clarifiait exactement ce que je **faisais** en tant que chercheur qui étudie les groupes armés. Cette stratégie, je **l'ai appelée** « la navigation entre les **ou dans les ? voir le titre de votre contribution** espaces de conflits armés »⁹ (...). Il s'agit d'une approche d'accès au terrain inspirée de **plusieurs** années de travail dans les zones contrôlées alternativement par les groupes armés opposants et les forces armées loyalistes. **On** commence par des autorisations officielles, ensuite on cherche à avoir l'approbation de **des ? de certains ?** leaders des groupes armés directement ou indirectement, **et enfin, on évalue quotidiennement la situation sécuritaire** pendant que l'on est sur terrain.

Pour vous donner un exemple de la complexité des interactions avec les groupes armés : en 2014-2015, j'étais, en tant qu'assistant de recherche d'une collègue, dans une zone **située dans** le territoire de Masisi (**plus précisément** à Nyabiondo¹⁰), **où la force** d'intervention de la **Monusco s'était** attaquée à **?? avait attaqué ?** un groupe armé. À l'époque, je n'avais même pas **mon** master, je n'étais **qu'assistant** de terrain. Cette collègue venait collecter **des** données dans le cadre de son doctorat, et je l'ai accompagnée. Je l'ai emmenée interviewer les leaders

⁷ Conseil de sécurité, *Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*, New York, Nations unies, 2017, p. 36.

⁸ Christoph Vogel, Josaphat Musamba, « Towards a Politics of Collaborative Worldmaking: Ethic, Epistemologies and Mutual Positionalities in Conflict Research », *Ethnography*, 2022, p. 9 (<https://doi.org/10.1177/14661381221090895>).

⁹ J. Musamba, « Navigating in Armed Conflicts Zones », dans Aymar Nyenyezi, An Ansoms, Koen Vlassenroot, Emery Mudinga, Godefroid Muzalia (eds), *The Bukavu Series: « Toward a Decolonisation of Research »*, Louvain-la Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2020, p. 76-79.

¹⁰ Alexis Bouvy, « Local Voices: Armed Militias in Masisi », *African Defence Review*, 2 juin 2014 (<https://www.africandefence.net/local-voices-armed-militias-in-masisi/>).

d'un groupe armé. On les a rencontrés et le premier jour, ils nous **ont dit** : « Vous, vous venez ici nous parler ! On va vous parler mais allez-vous aussi écrire comme vos **collègues que nous sommes des ivrognes, qu'on se saoule tous les jours ou toute la journée ?** ? On vous communique des informations ! Allez-**vous ?** écrire que nous sommes des ivrognes ? ». Ils m'ont **montré** la publication **incriminée**, c'était un article d'un collègue. Les groupes armés l'**avaient** reçu par les canaux qu'ils **avaient** dans les grands centres urbains. Le collègue **en question avait fait – comme nous le faisons –** une étude ethnographique sur ce groupe armé... Pour moi, il avait décrit la situation qu'il **avait** observée, mais cela avait irrité certains leaders du groupe armé. J'ai **tout de suite** reconnu l'auteur, c'**était** un **chercheur** belge et **j'étais** souvent **allé** à Goma **avec lui**. **Alors** j'ai dit « Ok, d'accord », on a parlé, on a **terminé l'enquête et** on est rentrés, mais quand j'ai **retrouvé** ce collègue belge à Goma, je lui ai dit : « Il ne faut pas **que tu ailles** là-bas, parce qu'on va te fouetter ». Ce sont des **situations comme celle-là** qui peuvent arriver lorsqu'on travaille sur des sujets relatifs aux groupes armés et à la sécurité.

Ensuite, **il y a** le fait de naviguer entre les zones des conflits armés ou intercommunautaires/interethniques. Parfois, tu as l'impression **d'être un** citoyen du pays, mais **parfois aussi** tu es **un** étranger dans ton propre pays. Si tu es de telle ethnie et que tu vas travailler dans une zone dominée par une ethnie adverse, où il y a des groupes armés ennemis, **on pense** que tu viens **pour** espionner. Cela reconfigure la pratique, la tactique et la planification des activités de terrain mais aussi la positionnalité du chercheur.

Par ailleurs, la question des médias à l'échelle nationale ou internationale mérite une attention particulière. Au Congo, certains médias m'invitent régulièrement lorsqu'il s'agit de **parler des** groupes armés. **Or** beaucoup de gens ont des **points de vue** très généralistes **et ne comprennent pas l'importance de la dimension très localisée de ces groupes**. (...). Les médias internationaux, de leur côté, veulent avoir le point de vue d'un chercheur « local ». Déjà, moi, je conteste cette appellation **de** « chercheur local ». À partir du moment où les chercheurs français ne sont **pas ?** locaux par rapport aux chercheurs belges, est-ce que les chercheurs américains sont locaux par rapport aux **chercheurs** français ? **pas clair cette phrase est à revoir** Seulement **voilà**, ils nous appellent **comme ça**, ils nous disent : « Ah oui, on a besoin... on a vu votre publication, ou podcast, sur les questions minières – parce que j'ai fait aussi des études là-dessus, sur les groupes armés et les ressources naturelles – et donc, on veut avoir le point de vue d'un chercheur local, parce qu'on a beaucoup entendu... ». Ils veulent avoir ce contexte pour **rendre crédible** ce qu'ils veulent communiquer. C'est bien, mais cela pose aussi **un** problème pour nous, lorsque des groupes armés l'apprennent, même si l'on ne

fait que retransmettre le fait réel, l'observation que l'on a faite, fidèlement ; cela pose **un** problème à partir du moment où certains groupes armés l'apprennent.

Et puis enfin, il y a l'**aspect affectif**, émotionnel à partir du moment où l'on devient parent. Je me souviens, quand on a tué Michael Sharp et Zaida Catalán, mes amis et collègues¹¹ du groupe d'experts des Nations unies en mars 2017 au Congo, je n'étais pas encore marié, je n'avais pas d'enfants et eux non plus n'en avaient pas (...). **Par la suite**, je me suis marié, et je me suis demandé : « Si **je meurs** dans les zones des conflits dans le cadre de mes recherches, quel sera l'avenir de mes enfants ? ». Ce sont des questions auxquelles on a beaucoup réfléchi avec d'autres collègues à Bukavu et à Goma... Ce sont des questions émotionnelles liées à la recherche et qui ne peuvent pas être laissées de côté. Les chocs auxquels le chercheur fait face affectent sa conduite. Les universités et les organisations devraient en tenir compte. Personnellement, la mort de mes collègues a été un élément déclencheur de certaines attitudes. J'ai commencé à m'interroger sur la plus grande importance de travailler dans les zones affectées par les conflits armés. Je me suis dit : « Ok, je ne vais pas me lancer chaque fois sur ces "terrains très difficiles" ».

Gilles Dorronsoro – **Dans mon cas, c'est un peu différent même si la** réponse à la question est avant tout compliquée **par le fait qu'il m'est difficile** d'isoler les effets d'une trajectoire professionnelle, les changements de terrain (Angola, Afghanistan, Kurdistan, Syrie, Mali), **les changements** des terrains eux-mêmes et **ceux des** contraintes institutionnelles. Quelques remarques cependant.

Premièrement, le cadre institutionnel, qui détermine la pratique des chercheur-es, s'est profondément transformé. Ainsi, il y a encore dix **ou** quinze ans, personne ne posait la question des ordres de mission. À l'EHESS où j'ai fait ma thèse, puis à l'université, il n'y avait pas de fonctionnaire sécurité défense, je partais en Afghanistan sans soutien ni contrainte. Puis le Quai d'Orsay s'est mis à « faire des coloriages », autrement dit à indiquer la dangerosité supposée des pays étrangers par des couleurs sur des cartes, ce qui a rapidement conditionné les ordres de mission, et donc les financements. La construction institutionnelle autour du terrain et du risque fait partie d'un processus général de perte d'autonomie des chercheur-es par rapport aux administrations des universités et du CNRS (mais le même phénomène se retrouve dans les *think tanks*) qui se conjugue avec l'importation de techniques de management, entrepreneuriales. Cette modification du cadre

¹¹ Conseil de sécurité, *Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*, *op. cit.*, p. 35.

institutionnel est quelque chose d'absolument fondamental, beaucoup plus que la transformation des terrains eux-mêmes.

Deuxièmement, les terrains sont-ils différents, plus dangereux ? D'abord, il est important de distinguer l'accès au terrain et le risque avec un rapport souvent inverse entre les deux termes. Par exemple, **j'ai tendance à penser que** les chercheurs en Syrie n'ont jamais été aussi libres qu'après 2011 (en dehors des régions sous le contrôle du régime **bien sûr**). Pour la première fois, les gens parlaient et ils parlaient beaucoup. Certes, les déplacements pouvaient être compliqués, mais rarement impossibles et l'accueil **était** très généreux. J'avais vu la même chose en Afghanistan, les périodes les plus chaotiques étaient les plus libres pour l'observateur. Dans les années 1980, où la présence soviétique impliquait des risques objectifs, on se déplaçait assez facilement de groupes armés en groupes armés. Pour nuancer ce point, les États sont des dangers plus immédiats que les groupes armés, comme le rappellent les assassinats de Michel Seurat [chercheur qui travaillait sur la Syrie, enlevé par un groupe pro-syrien et mort en détention] ou de Giulio Regeni [chercheur italien, mort des tortures infligées par la police égyptienne]. La transformation majeure **de** ces dernières décennies est que le **ou la** chercheur·e, notamment en tant qu'occidental·e, devient une cible pour certains groupes, notamment islamistes. **Cela** dit, les risques sont relativement faibles et les chercheur·es sont généralement mieux en mesure de les jauger que les administrations parisiennes. Ensuite, **dans ces moments de crise, l'enquête** est très productive car la société révèle des potentialités inattendues. Contrairement à ce qui se dit parfois, ces crises sont des moments où il faut aller faire des sciences sociales, sauf à risquer de manquer définitivement des ruptures historiques.

Troisièmement, mes relations avec le champ médiatique, humanitaire et politique ont évolué, sous l'effet de la notabilisation qui vient avec le temps et de la médiatisation intense, mais limitée dans le temps, de mes terrains (par exemple l'Afghanistan en 2001 ou en 2021). Avec le temps, je suis devenu de plus en plus wébérien : je crois qu'il faut mener de front deux activités : une recherche scientifique et un engagement politique, comme j'ai essayé de le faire pour la Syrie ou l'Afghanistan. Mon évolution sur ces questions tient notamment à des questions économiques. J'ai commencé à faire de la consultance sur l'Afghanistan pour une raison simple : financer mon billet d'avion. J'étais allé une fois en autostop jusqu'au Pakistan, mais on ne peut pas faire ça tous les ans... J'ai ensuite travaillé pour une ONG, puis j'ai fait des papiers pour la DAS (Délégation aux affaires stratégiques), papiers qui ne servaient à rien à part financer ma thèse, parce que la France n'était pas engagée en Afghanistan. D'un point de vue éthique, c'était parfaitement confortable. J'étais absolument sûr que personne

n'exploitait mes notes. C'était, si vous voulez, une forme d'expertise sans engagement et pour des raisons d'abord économiques. Et puis, progressivement, les contraintes financières se sont faites moins pressantes quand j'ai eu un poste, et l'expertise est devenue une façon de peser – bien sûr très à la marge – sur des processus politiques, ce qui coïncidait avec un engagement occidental de plus en plus fort sur mes terrains. L'aboutissement de cet engagement d'expert a été mes trois années dans un *think tank* américain à Washington, la Carnegie Endowment for International Peace. Là, j'ai essayé de peser dans le débat par des rapports, des éditoriaux, des *briefings* pour les membres du Congrès. Évidemment, rien n'a bougé dans le sens attendu, mais j'ai découvert la complexité des affrontements bureaucratiques, entre la CIA, le State Department, l'armée et jusqu'aux positions assez différentes entre Obama et Biden. Mon luxe personnel était de faire de l'expertise sans commanditaire et sans contrainte (ni intellectuelle ni financière). J'ai mené ce travail d'expertise dans d'autres cadres jusqu'à aujourd'hui. Effectivement, cela change le rapport au terrain, du moins, certains aspects du **terrain, ne serait-ce que parce** que vous finissez par être connu au sein d'un petit cercle, ce qui offre quelques facilités. **D'une certaine façon, on** appartient au système, ce qui a des avantages et des inconvénients.

Quatrième et dernier élément sur un aspect qui m'a toujours surpris : la corrélation entre fermeture des terrains et multiplication des travaux sur les « terrains difficiles » et la violence. En effet, alors que les terrains se ferment pour des raisons institutionnelles – comme je l'ai évoqué –, il n'y a jamais eu autant de panels, de publications sur les dangers du terrain, alors même que les chercheur-es sont moins confronté-es à ces questions. Prenons la façon dont les choses ont évolué pour moi. Quand j'ai publié mon premier article dans *Cultures et Conflits*, je m'étais fixé une règle : ne jamais parler du fait que, en Afghanistan, j'avais été confronté à la guerre. Je ne décrivais rien de ce qui m'impliquait personnellement. C'était une forme d'éthique finalement conforme ce qu'on apprend dans les écoles de journalisme. Aujourd'hui, ces expériences seraient une mine d'or méthodologique en raison du tournant réflexif des sciences sociales...

Considérations situées sur la division internationale du travail scientifique

Hélène Combes – *Nous aimerions réfléchir à l'évolution actuelle de la division internationale du travail scientifique : la pratique consistant à diviser la phase de recueil des données et la phase d'analyse a toujours existé, mais elle se développe aujourd'hui sous l'influence à la fois des transformations de l'accès des chercheur-es du Nord à des terrains*

dangereux ou simplement éloignés et des transformations des modes de fonctionnement par projet. Cette évolution pose toute une série de questions. Quels sont les effets de cette césure entre recueil et analyse sur la formulation des questions de recherche et l'administration de la preuve ? Quelles sont les formes d'asymétrie qui s'adosent à cette division internationale du travail, avec des rapports inégaux entre chercheur-es du Nord et leurs « collaborateurs-rices » dans certains terrains du Sud, où il peut être particulièrement difficile de tracer la limite entre collaboration et sous-traitance. Comment s'opère le partage des profits, à la fois matériels et symboliques, de la recherche. Cette question renvoie à la difficulté d'établir des formes de collaboration non rétribuées pécuniairement dans des situations où la rémunération des chercheur-es est précaire et très variable ; elle renvoie également au partage du crédit scientifique. Parce qu'elles sont assimilées le plus souvent à une « assistance » de recherche, les collaborations rétribuées financièrement ne donnent que très rarement lieu à la cosignature des productions de la recherche.

Laura Ruiz de Elvira – Personnellement, je n'ai pas vraiment été confrontée à ce genre de situation. Je n'ai jamais travaillé ni avec des fixeurs ni avec des assistants ni avec des traducteurs, et je n'ai pas fait de terrain dans des zones ouvertement en conflit. J'ai toujours fait moi-même mon propre terrain. Cependant j'ai observé ce genre de situation sur la Syrie : j'ai rencontré des chercheurs étrangers (non français) ayant recours à des « enquêteurs locaux ». Ces derniers font les terrains alors que les chercheurs occidentaux restent dans un hôtel de la capitale. Ces enquêteurs, qui font tout le travail difficile de collecte des données, ne sont pas considérés eux-mêmes comme des chercheurs et ne vont apparaître nulle part dans les articles, même pas dans les notes de bas de page. Je pense en particulier à une grande enquête menée sur la défection des anciens militaires syriens. Ces enquêteurs, qui parlent la langue, ont négocié l'accès au terrain, se sont rendus dans des zones dangereuses, ont été en contact avec les déserteurs, et sont *in fine* complètement invisibilisés je présume que ce sont exclusivement des hommes ?. C'est vraiment purement de la sous-traitance, comme si l'enquête de terrain consistait simplement à partager un questionnaire, collecter des réponses et c'est tout, comme si les conditions d'entretien n'avaient pas des effets sur les réponses des personnes interviewées, comme si les conditions d'énonciation n'avaient pas d'importance dans l'analyse.

Un autre point à évoquer est qu'il y a désormais plusieurs sociétés syriennes, à plusieurs vitesses. Ceux qui ont accès à des données sur ce qui se passe réellement à l'intérieur de la Syrie sont des chercheurs syriens ou libanais qui font des allers et retours, qui ont été souvent

formés à l'étranger. Mais, encore une fois, ces **chercheurs qui produisent** des connaissances sur la Syrie ne peuvent pas signer leurs papiers, parce que, s'ils le font, ils ne pourront plus entrer dans le pays et faire des enquêtes. Donc, il y a cette question de la reconnaissance. **Qui** tire le profit scientifique **des données collectées** à l'intérieur de la Syrie ? Qui signe ?

J'aimerais aussi évoquer **le temps des terrains**, qui a radicalement changé en ce qui me concerne. **Ce changement est lié à** ma propre vie et **à mon statut**. Comme je le disais, j'ai habité en Syrie pendant trois ans et je faisais une enquête longue, au jour le jour. Après **2011, la guerre** et le nonaccès au terrain, mais aussi les transformations dans ma propre vie (les enfants, les postdocs, le poste statutaire) m'ont amenée à faire des enquêtes très courtes mais très denses : une boulimie d'entretiens, deux, trois, parfois quatre par jour, avec des gens avec qui **j'ai tissé** des liens très intenses, **mais dont je disparaissais ensuite de la vie**. **Je me remets** aux tâches administratives, **à l'écriture, au travail dans les commissions**. **Quand je reviens de mon terrain**, c'est une « parenthèse » qui se referme, et je ne sais même pas quand je pourrai vraiment traiter toutes ces données collectées de manière très intense et très rapide.

Josaphat Musamba – Pour moi, ces questions-là sont très réelles parce que j'ai eu des expériences très diverses : j'ai travaillé dans des ONG, dans des organisations internationales et comme chercheur (ou chercheur-assistant). D'abord, comme officier de liaison au département de sécurité et sûreté de l'ONG Handicap International (janvier-juin 2015), **puis comme** officier en charge de recherche, suivi et évaluation chez Benevolencija RD Congo (2015-2016). Ensuite, aux Nations unies (2016-2017), **où j'ai été recruté avec un contrat stipulant que j'étais driver**, parce qu'on ne pouvait pas me donner un contrat d'assistant-expert. **S'ils m'avaient recruté sur ce type de contrat**, ils auraient dû me payer beaucoup plus et **prendre une assurance**. Donc, **comme j'étais supposé savoir conduire, ils ont décidé que j'allais conduire les experts**. Pourtant, étant donné que je travaillais déjà sur les ressources naturelles et les groupes armés, **j'ai aussi effectué** un travail de recherche. J'ai commencé un terrain préliminaire dans certaines zones de groupes armés **en faisant des entretiens**, en parlant avec eux. **Quand j'avais réuni** des données, je devais échanger avec les experts et parfois je repartais avec eux sur le terrain. Eux, **ils étaient payés en dollars dix fois plus que moi qui percevais un salaire net de 1 000 dollars par mois** ! Six experts **ont signé** le rapport, **mais ils ont travaillé** avec d'autres chercheurs locaux, **des assistants, tous**

considérés comme des *drivers* et qui exécutaient diverses tâches¹². C'est ça les Nations unies, elles ont consacré une inégalité entre chercheurs !

J'ai **également** travaillé avec des **chercheurs du Nord très ouverts**. J'ai été associé au travail avec la plus grande partie **d'entre eux** : en amont de leur venue dans le pays, on échangeait, ils **m'envoyaient** le questionnaire auquel je **pouvais** ajouter des questions ou discuter **de celles déjà formulées** ; quand ils **arrivaient**, j'allais avec eux sur le terrain et je pouvais, avec leur accord, poser, moi aussi, des questions. Il n'empêche qu'il y a des formes d'asymétrie dans le traitement des chercheurs (...). **Celle-ci** est d'abord économique. Ils **me donnent** 25 ou 30 dollars par jour. J'ai besoin de cet argent pour survivre. **À aucun moment, on ne rediscute de ma place dans le projet. J'ai vécu aussi** des inégalités quand je n'avais pas **mon master**. Je n'avais que mon diplôme de licence congolais, **et il est arrivé qu'on me dise** : « I'am a PhD, this is not your PhD, this is my PhD! ». Certains chercheurs ont utilisé des amis du Sud comme des robots. Nous parlons, dans la série Bukavu¹³, de chercheurs « collecteurs de données »¹⁴. « Je te prends seulement pour collecter les données, après je te donne ton argent, **et tu t'en vas.** » **Or, si on** applique les normes éthiques, on doit **aussi** reconnaître le travail de celui qui a collecté les données comme étant une des étapes de la production scientifique.

Même **pour** nous, du Sud, le fait de travailler **comme doctorant** en Belgique change la donne. **Maintenant, quand je mène** mes propres recherches, j'ai **moi** aussi cette position « domino-centrique »¹⁵, parce que **pour certains**, dans les pays du Sud, faire un doctorat, **c'est un marqueur** d'ascension sociale. Quand tu fais un doctorat à l'**Université** de Lille ou de Gand, tout le monde a peur de toi. Comment **pourrais-je revoir** ma position « domino-centrique » ? **Même moi**, dans mes techniques d'accès au terrain aujourd'hui, je travaille **parfois** avec des guides parce **qu'il y a des zones où j'ai besoin de passer, pour m'annoncer**, par le capital social du groupe **armé** : le réseau des familles, des membres, des **leaders**. **Alors** je pars avec un guide, quelqu'un du milieu, qui **vient** avec moi dans les zones de groupes armés pour que je puisse collecter les données. (...). Souvent, la question **se pose**

¹² Voir l'analyse critique d'un ancien membre du panel des experts au Congo, **Daniel Fahey**, « **“Qui sont les experts ?” Les chercheurs locaux méritent plus de droits et de respect** », *Governance in Conflict Network*, 9 septembre 2019 (<https://www.gicnetwork.be/qui-sont-les-experts-les-chercheurs-locaux-meritent-plus-de-droits-et-de-respect/>).

¹³ Voir <https://www.gicnetwork.be/serie-bukavu-fr/>.

¹⁴ **Stanislas Bisimwa Baganda**, « “They Stole His Brain”: The Local Researcher– Data Collector or **Bona Fide** Researcher? », dans A. Nyenyezi, A. Ansoms, K. Vlassenroot, E. Mudinga, G. Muzalia (eds), *The Bukavu Series: « Toward a Decolonisation of Research »*, *op. cit.*, p. 38-41.

¹⁵ Jean-Pierre Olivier de Sardan, *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2008, p. 198.

des profits matériels et symboliques. J'ai vu que, **dans** la plupart des écrits, on met **des** remerciements. **Nous, on** va anonymiser, **parce que le guide ne veut** pas qu'on puisse le **reconnaître**. Bien sûr, **à cela** il y a des **raisons** sécuritaires, mais il y a d'autres chercheurs du Sud qui ont besoin d'une promotion. Ils veulent aussi aller au-delà. Est-ce que vous voulez les aider à aller au-delà ? C'est ça la **question**. **Je** reconnais les inégalités ou les déséquilibres entre les systèmes (...). Certains travaillent autrement. J'ai travaillé avec un chercheur avec lequel **j'ai** tissé des liens et qui m'a beaucoup aidé dans **ma** carrière de chercheur. On s'est rencontrés par hasard (...) à Bukavu, et depuis on écrit des papiers ensemble. Récemment, on **vient** de publier quelque chose sur notre « recherche collaborative et les risques rencontrés dans les zones de conflits »¹⁶, **sur la façon dont lui et moi, qui sommes** d'horizons différents, **avons** travaillé sur des terrains de conflit, avec des tensions parfois, le non-respect des heures, **sur la façon dont nous nous sommes** sécurisés ensemble sur les mêmes zones de groupes armés. Donc, **oui, certains** ont voulu m'aider (...), ils **m'**ont dit : « Je vais voir **ce que je peux faire ?**, si tu veux aussi aller au-delà ». Ils ont commencé à m'**initier à l'écriture d'articles** scientifiques, à **me ?** publier sur **leurs** blogs, et après j'ai rencontré mon superviseur **directeur ?** de thèse (...) **qui m'a aidé à pousser un peu plus loin mon travail et à publier comme un chercheur.**

Gilles Dorronsoro – Comme préalable, on peut souligner que la division Nord-Sud n'est qu'un des aspects d'une hiérarchie internationale complexe, mais clairement dominée par les États-Unis, du moins en science politique. **Cela** dit, il me semble qu'il y a trois questions analytiquement différentes : **celle du** paradigme, **celle de** la sous-traitance **et celle** des relations entre des différents champs universitaires nationaux.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à un courant intellectuel dominant, qu'on qualifiera de **néopositiviste, qui conjugue** quatre éléments : la domination de la TCR (Théorie du choix rationnel), l'obsession de la quantification, le refus de prendre en compte les discours des acteurs et d'interroger la construction sociale des données, la sous-traitance de la collecte de celles-ci et le refus, en fait sinon en droit, des enquêtes *in situ*. *L'American Political Science Review* ne publie pratiquement plus que des articles de ce type **qui illustrent ou s'inscrivent dans ce courant ?**. De mon point de vue, cette évolution manifeste d'ailleurs une régression des sciences sociales. **Or la** question du paradigme est centrale parce qu'elle conditionne la conception des données et la pratique du terrain. En rupture avec l'épistémologie classique

¹⁶ C. Vogel, J. Musamba, « Towards a Politics of Collaborative Worldmaking: Ethic, Epistemologies and Mutual Positionalities in Conflict Research », art. cité, p. 5.

(Bachelard, Canguilhem, Bourdieu), les néopositivistes n'envisagent pas les données comme le résultat d'une construction théorique, mais comme des faits « naturels ». Le terrain, notamment les entretiens qualitatifs, est vu avec suspicion, l'élaboration des hypothèses se fait à distance par l'établissement de corrélations. Ainsi, la norme est en train de s'imposer (par exemple en Italie) des thèses en trois ou quatre ans avec un seul « terrain » réalisé *après* la construction du modèle. Il y a d'ailleurs de vrais bénéfices à pratiquer ainsi, notamment en supprimant la phase de découverte du terrain **et l'apprentissage linguistique**.

En conséquence, le paradigme néopositiviste justifie une division internationale du travail qui tend à séparer radicalement la conception théorique du recueil des données. Par exemple, les travaux néopositivistes sur les guerres civiles sont le fait de chercheurs **qui, sauf exception, n'ont pas** d'expérience des situations qu'ils analysent. Cette approche est en phase avec la montée des contraintes institutionnelles soulignée plus haut et justifie l'éloignement du terrain des universitaires du Nord. La sous-traitance apparaît alors comme la solution, car elle permet de reporter les risques sur des acteurs non universitaires (entreprises) et locaux (assistants de recherche) qui disposent des compétences sociales et linguistiques nécessaires. La sous-traitance – et c'est là que cela pose un problème intéressant pour nous – est parfois individuelle, comme le disait Josaphat, mais repose beaucoup sur des entreprises spécialisées. L'externalisation du recueil des données et des risques fait par exemple que la plupart des grandes études en Afghanistan pendant la guerre étaient réalisées par des sous-traitants dans des conditions très discutables à la fois du point de vue de la rigueur et des risques **encourus** par les enquêteurs. En théorie, la formation préalable, la géolocalisation, **entre autres**, permettent d'assurer la qualité du recueil, **mais** le chercheur renonce à produire ses données et à prendre en compte le contexte même de l'entretien. Donc, en fait, on a une opacité croissante des données produites qui sont des textes ou des statistiques décontextualisés. L'inventivité théorique, liée à la confrontation avec le réel, devient alors improbable.

En ce qui concerne la relation Nord-Sud et le partage des bénéfices, **il faut souligner d'abord que** le recours à un assistant de recherche est très variable **selon les pays**. Quand nous sommes arrivés au Mali avec Adam Baczko, on nous a suggéré de prendre un assistant de recherche. Nous avons préféré calibrer notre objet de recherche en fonction de nos (in)compétences, **mais** cette question de l'assistant de recherche ne s'est jamais posée en Afghanistan ou en Syrie, même si j'ai travaillé à certains moments avec des informateurs bénévoles (parfois devenus des amis) par exemple pour mener une étude sur un village.

Ensuite, la « chaîne de valeur » est un problème sans solution évidente. En effet, les champs universitaires du Nord et du Sud (quand ces derniers existent) ne s'accordent pas toujours sur la valeur du capital scientifique. D'abord, dans des pays comme l'Afghanistan ou la Syrie, il n'y a pas de champ scientifique constitué en sciences sociales. Impossible de dire cela pour la Syrie. En témoigne *La Syrie au présent* qui réunit plus de 35 contributions de chercheurs syriens. On trouve plutôt des fixeurs ou des individus (anciens étudiants ou journalistes) travaillant pour des *think tanks*. Si les fixeurs sont généralement invisibilisés (mais souvent bien payés), les experts nationaux peuvent trouver un intérêt professionnel à cosigner des papiers ou des rapports. En ce sens, il est possible de trouver un partage équitable (sur une base financière ou autre) de la chaîne de valeur.

Ensuite, les champs scientifiques du Nord et du Sud ne valorisent pas nécessairement les mêmes compétences et les mêmes capitaux. On peut effectivement cosigner un papier avec un chercheur local, mais le capital scientifique lié à un article publié dans une revue du Nord n'a pas forcément de valeur significative dans le champ universitaire national (notamment au sens où il n'avancera pas la carrière de l'auteur) pour la Syrie c'est faux, pour beaucoup de pays arabes la publication dans une revue étrangère est un requis pour les avancements de grade et les recrutements. En Turquie, où le système universitaire est développé, le pouvoir au sein des universités a eu tendance, après le coup d'État de 1980 et depuis 2015, à basculer du côté des administrateurs de la recherche, qui n'ont pas beaucoup de capital scientifique internationalement reconnu et s'alignent sur les autorités politiques. Pour les chercheurs turcs, il y a un risque à produire un papier sur certains sujets (les Kurdes par exemple) en raison des mesures de rétorsions qui s'ensuivraient. Certains ont perdu leur poste après avoir signé une pétition appelant à une solution pacifique du conflit kurde.

Par ailleurs, la domination des institutions du Nord a au moins deux effets pervers. D'une part, dans les pays où les questions sécuritaires sont importantes pour les internationaux, le champ universitaire local est reformaté par l'expertise (au Mali par exemple), ce qui limite encore son autonomie. D'autre part, l'accumulation de capital scientifique donne souvent aux plus dotés la possibilité de partir en Europe ou en Amérique du Nord dans l'objectif d'avoir de meilleures conditions de travail (salaires, statut, mais aussi une plus grande liberté de la recherche).

Finalement, le chercheur du Nord n'a que de mauvaises réponses à ces situations. La formation des étudiants (masters, thèses) est une pratique probablement intéressante, de même que la cosignature d'articles ou de livres, mais l'effet sur le champ universitaire local est souvent limité et celui sur les trajectoires personnelles est ambigu. Dès lors, on voit mal

comment ces collaborations, même **menées** dans un esprit de respect et d'égalité, pourraient avoir un **effet** structurel.

Lille, ? juillet 2002 ?

Merci d'indiquer pour chacune de vous vos titres et fonctions, vos thèmes de recherche actuels et deux ou trois de vos publications récentes.

Gilles Dorronsoro est...

gilles.dorronsoro@gmail.com

Laura Ruiz de Elvira est...

laura.ruiz-de-elvira@ird.fr

Josaphat Musamba est...

josaphat.musambabussy@ugent.be